LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 16 DECEMBRE 1954
Cinquante-sixième année. — N° 409
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr. : 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Une augmentation supérieure au MINIMUM VITAL

Pendant que les chômeurs, les vieux, les économiquement faibles et les travailleurs les plus humbles connaissent la misère

Messieurs les députés se sont appliqué l'échelle mobile !

TRAVAILLEURS, si vous avez conservé vos feuilles de paye de janvier 47, janvier 50 et janvier 55, regardez-les bien et vous verrez que vos salaires sont restés bien au-dessous de l'augmentation du coût de la vie, pendant que les parasites du Palais-Bourbon ont multiplié leur « indemnité » plus de 5 FOIS !

Ils étaient à 499.000 fr. au 1er janvier 47, à 1.300.000 fr. en janvier 50 et ils seront à 2.600.000 fr. au 1er janvier 55.

Ils touchaient par mois 175.729 fr. avant le 1er juillet, ils étaient passés à 186.675 fr. et ils viennent de s'octroyer **25.882 fr. d'augmentation** par mois. Ils vont donc percevoir maintenant **212.557 fr. par mois.**

Et si l'on compte les indemnités pour les séances de nuit (131 millions) et si l'on sait que les frais de secrétariat des députés et des groupes sont payés par un budget de 218 millions, que chaque député a le courrier gratuit (45 millions au Budget), 3.000 communications téléphoniques urbaines (8 millions au Budget) par an et des facilités de voyage, on s'aperçoit que c'est près de **250.000 fr. par mois** que touche chacun de ces Messieurs.

Qu'on ne vienne donc pas invoquer la question des « frais » de secrétariat, de téléphone, de courrier et de déplacement.

On veut aussi parfois justifier l'indemnité parlementaire en prétextant qu'elle permet aux humbles d'accéder au Parlement ! Vaste plaisanterie : ce sont les frais de candidature que les humbles ne peuvent supporter ; seuls les représentants de la bourgeoisie peuvent affronter seuls une campagne électorale, les autres candidats sont nécessairement ceux des grands partis où la question de fortune individuelle ne joue plus.

Et puis, les députés P.C.F. se passent bien d'une partie de leur indemnité versée à leur parti. Ils n'en meurent pas et ils ont pu se permettre, de plus, de voter contre la dernière augmentation le 8 décembre. Le métier de député n'est donc pas si désagréable...

*

Mais ce n'est pas tout. Sait-on (malgré que les documents aient été cachés à la presse par les services de l'Assemblée) que des crédits plus stupéfiants encore ont été inscrits dans le budget total de l'Assemblée (4.348 MILLIONS) ?

Nous relevons en effet : **688 MILLIONS de subvention à la caisse des pensions des anciens députés, 17 MILLIONS pour le service automobile, 3 MILLIONS pour l'entretien des jardins, 37 MILLIONS 1/2 POUR L'ENTRETIEN DU MOBILIER et des crédits sont prévus pour le paiement des deux immeubles acquis 95 et 99, rue de l'Université, en face du Palais-Bourbon, où seront installés des bureaux pour les députés et aussi... UN APPARTEMENT POUR M. EDOUARD HERRIOT, président d'honneur de l'Assemblée.**

Une excellente opération de « Squattage » en perspective : gageons que l'abbé Pierre n'osera pas, mais d'autres oseront peut-être !

Enfin, l'Assemblée de l'Union Française obtient 700 millions pour déménager de Versailles à Paris !

Pendant ce temps, les sans-logis et les mal-logés seront abreuvés de promesses, les chômeurs se contenteront de 225 fr. à 300 fr. par jour, les vieux auront 5.760 fr. par mois, les économiquement faibles 3.000 fr. par mois et les salariés de l'Etat viennent d'obtenir une augmentation de... 500 francs.

25.000 fr. d'augmentation mensuelle pour les députés : cela doit inciter les travailleurs à revendiquer. Ce sont les « représentants du peuple » qui reconnaissent eux-mêmes que les salaires doivent être 5 fois ce qu'ils étaient en 47 !

En avant donc pour le programme ouvrier de la F.C.L., pour l'augmentation uniforme de 10.000 fr. par mois.

Le sursaut de colère qui nous a tous animés quand nous avons appris que les guignols du Palais-Bourbon s'étaient « sucrés » doit se transformer en volonté de lutter farouchement pour nos salaires.

COURSAN.

LA LUTTE CONTINUE EN AFRIQUE DU NORD

Mendès-France n'y peut rien !

L'ASSEMBLEE nationale vient d'approuver, par 294 voix contre 265, la politique Mendès-France en Afrique du Nord. L'assemblée vient ainsi de faire du meurtre, de la répression, du chantage criminel des colons, une règle de conduite qu'il faudra à l'avenir conserver, améliorer si possible. Le colon-roi, l'impérialisme-roi, ont été approuvés par les « élus » d'un peuple qui condamnerait les méthodes de colonialisation s'il les connaissait, s'il était conscient des milliers de meurtres qui se commettent au nom de la « civilisation ». Beaucoup de députés qui ont voté contre Mendès-France veulent d'ailleurs aller plus loin dans l'odieuse répression. Ils trouvent que le gouvernement est trop doux. Ils pensent que des procédés plus violents assureraient mieux l'avenir de la « France » dans les terres qu'elle occupe.

*

Quelle est exactement la situation en Afrique du Nord ? Est-elle aussi belle que l'a dépeinte Mendès, pour clore les débats de l'autre soir ? Telles sont les questions que se posent les Français.

Répondons en citant quelques faits très significatifs.

TUNISIE

Les Fellagha se rendent ?

D'APRES la bonne presse les fellagas se sont rendus, même Lazhar Chraiti « le chef suprême ». 2.713 hommes ont cessé le combat. Mais le colonialisme n'a pas l'air très disposé à laisser de côté ses privilèges. L'exploitation va continuer aussi féroce qu'avant avec la complicité de certains dirigeants du Néo-Destour. Cela trompera peu de temps et demain 2.713 nouveaux fellagas reprendront les armes, les conditions étant les mêmes !

D'ailleurs, personne ne peut croire qu'il n'y avait que 2.713 fellagas en Tunisie. Il y avait en fait toute la population. Qu'une partie de cette population se soit laissé prendre à la politique louvoyeuse de la tête du Néo-Destour, c'est fort possible ! Mais pas pour très longtemps. L'expérience aidant, la lutte reprendra avec plus de vigueur.

ALGERIE

Lynchage à Tizi Reniff

« LE JOURNAL D'ALGER » annonçait le 10 novembre que la population du Tizi-Reniff avait « lynché durement » des fellagas que la gendarmerie venait de capturer. Un prisonnier fut tué, un autre blessé. C'était un bel exemple de la haine que les masses indigènes « demeurées saines » portent aux nationalistes. Aucun autre détail ne fut donné sur cet incident jusqu'au jour où Mme Marie Perrot écrivit dans « Alger républicain » que le lynchage n'était pas le fait de la population musulmane.

Il s'est confirmé par la suite que le lynchage avait été effectué par le fils du maire de Tizi Reniff, Guignard, sous les yeux des gendarmes qui ne sont pas intervenus. Cet individu, hors de lui et couvert de sueur, tapait comme une brute jusqu'à ce que l'homme soit mort. C'est sans doute à bout de force qu'il n'a pas achevé le second.

Envoi du contingent

La Commission de la Défense nationale, réunie sous la présidence de M. Max Lejeune, a entendu M. Christian Fouchet, ministre des Affaires marocaines et tunisiennes, M. Mitterrand

Michel DONNET-MALLA.

(*Suite page 2, col. 1.*)

UN PAS DE PLUS VERS LA GUERRE !

A la veille de ratification des accords de Londres

MENDÈS-FRANCE, le bon samaritain de la bourgeoisie française, gagne tout doucement ses petites batailles parlementaires. Et il faut bien le dire les grandes vedettes des partis n'élèvent pas la voix à la Chambre des députés pour contrecarrer la politique du sauveur. Quelques sous-ordres donnent le grand coup de gueule pour faire quand même voir que l'on n'est pas tout à fait d'accord. Les banques et la grosse industrie accordent la confiance à Mendès. Quelle meilleure indication pour les représentants des classes possédantes au Parlement !

Quant au parti socialiste, embourgeoisé parce que vidé de toute représentation ouvrière et sans substance révolutionnaire, il suit tout bêtement le grand homme pensant que, comme Lagardère, il va préserver la pauvre S.F.I.O. des coups de droite, comme de ceux de gauche. Le P. C. qui a voté pour Mendès-France au moment de son investiture et qui a pu seulement s'abstenir sur le vote des pleins pouvoirs, critique maintenant le gouvernement parce qu'en signant les accords

(*Suite page 2, col. 2.*)

Télégramme de DANIEL GUÉRIN à l'U.G.T.T.

Il y a deux ans, Ferhat Hached, secrétaire de l'U.G.T.T., était assassiné. L'U.G.T.T. avait décidé d'une manifestation de commémoration, mais celle-ci a été interdite par la Résidence générale. Et le gouvernement tunisien s'est bien gardé de protester...

Quelques jours avant sa mort, FEHRAT HACHED avait eu une conversation avec notre camarade D. GUERIN, au cours de laquelle il lui avait confié savoir qu'il allait être assassiné.

Par la suite, D. Guérin témoigna devant le juge d'Instruction chargé de l'affaire et a sans cesse, depuis le douloureux événement, réclamé le châtiment des coupables.

Voici le texte du télégramme qu'il vient d'adresser au secrétariat de l'U.G.T.T. et auquel le C.N. de la F.C.L. s'associe totalement :

« EN CES JOURS D'ANNIVERSAIRE, JE DEPLORE, COMME VOUS, QUE VOTRE GRAND DISPARU AIT ETE SI MAL COMMEMORE ET LE CHATIMENT DE SES ASSASSINS SI PEU RECLAME. » à

APRÈS LA PERTE DE SEPT CHALUTIERS

Les responsables des 64 morts

SEPT navires de pêche bretons sont perdus :

Quels ont été les secours ? Un chalutier et un remorqueur (à marche lente); c'est tout! Il y eut bien deux avions. Mais par mauvais temps, ils ne peuvent repérer des embarcations ou des hommes accrochés à des épaves. Pourquoi le ministre Chaban-Delmas n'a-t-il pas demandé au gouvernement de faire sortir des navires de guerre qui, eux, peuvent malgré le mauvais temps rester des jours en mer à bonne vitesse?

Parbleu, le gouvernement Mendès réserve les crédits uniquement aux exercices militaires.

Donc les premiers responsables des morts sont les gens du gouvernement.

Et leurs complices

En d'autres temps, le « Populaire » socialiste et « l'Humanité » du P.C.F. auraient mené campagne sur ce thème. Tout cela a disparu.

Aujourd'hui ces messieurs ne veulent pas faire de peine au gouvernement. La mort des marins sert même à de la littérature comme le « Perdus en mer » de « l'Humanité » du 10 décembre!

Il est donc clair que 64 marins sont morts parce que le gouvernement n'a pas mis tout en œuvre pour les sauver. Et les politiciens du parti socialiste et du P.C.F. sont ses complices.

*

Autre question : pourquoi les marins pêcheurs sortent-ils par mauvais temps ?

Parbleu, si on ne sort pas, on n'arrivera pas à donner la becquée aux gosses!

Voilà qui ajoute aux responsabilités du gouvernement et de tous les politiciens.

Les syndicats du bâtiment ont bien arraché une allocation d'intempérie versée quand le mauvais temps empêche les ouvriers de travailler.

Et pourquoi n'en est-il pas de même pour les marins pêcheurs?

Si les syndicats appartenaient aux ouvriers au lieu de servir aux politiciens, cela ne se serait pas passé ainsi. Par exemple, si, comme autrefois, le syndicat de l'arsenal de Brest était autre chose que la propriété de politiciens du P.C.F., les ouvriers de l'arsenal dont plusieurs avaient des parents à bord des chalutiers en péril, seraient montés en masse à la préfecture maritime faire entendre la voix des travailleurs exigeant l'envoi à la mer de navires de guerre.

Et voilà les quêteurs

Le ministre Chaban-Delmas a osé lancer un appel à des collectes parmi le peuple pour soutenir les familles des victimes. Le monsieur a du toupet. Trois jours avant son discours à la radio, toute la presse a publié que le député socialiste Mazier, rapporteur du budget de la Marine marchande avoua que la Compagnie des Messageries Maritimes a fait, en 1953, 1 milliard 924 millions de bénéfices net à cause des transports pour l'Indochine!

Croyez-vous qu'on ne pourrait pas puiser dans cette caisse pour indemniser les familles des morts? Et dans celle de la Compagnie du Canal de Suez qui à chaque passage de bateau encaisse la grosse somme (elle fait même payer pour les corps des morts qu'on ramène d'Indochine).

Il faut le crier

Les responsables des morts sont donc le gouvernement et les partis qui se disent ouvriers (et ne le sont plus). L'aide aux familles doit être immédiate et puisée dans les caisses des Messageries Maritimes et de Mendès-France.

Que cela se dise partout! Que la question soit posée dans tous les syndicats de marine, de dockers et des arsenaux pour qu'ils redeviennent le bien des travailleurs et non celui des politiciens. Que sur tous les marchés, à chaque poisson qu'elles achètent, les ménagères orient ces vérités contre les profiteurs de la misère et de la mort des travailleurs de la mer.

Jean LE PEN (Brest).

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION COLONIALISTE

Tous à Wagram

Mardi 21 décembre, à 20 h. 45

(*métro Etoile ou Ternes*)

POUR :

- **La libération des emprisonnés.**
- **La fin de la détention de Messali Hadj.**
- **La levée de l'interdiction du M.T.L.D. et de sa presse.**
- **La fin des mesures d'interdiction et de saisie contre la presse libre métropolitaine, notamment en France (« Le Libertaire » saisi le 11 novembre 1954) et en Afrique du Nord (« Le Libertaire », « La Vérité », etc.).**
- **L'arrêt de la répression militaire et policière contre les peuples d'Afrique du Nord.**
- **Le retrait des forces de répression ét du contingent d'Afrique du Nord : NOUS NE VOULONS PAS QUE NOS FILS TUENT OU SOIENT TUES POUR LES GROS COLONS D'ALGERIE.**
- **La *solidarité ouvrière* aux peuples d'Afrique du Nord en lutte pour leur indépendance et leur libération.**

GRAND MEETING

Sous la Présidence de
DANIEL GUERIN

G. FONTENIS — Pour la Fédération Communiste Libertaire

STEPHANE JUST — Pour le Parti Communiste Internationaliste

Un camarade du MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN

P. PHILIPPE — Pour l'Action Jeune Révolutionnaire

RIGUIDEL — Des Cercles de Défense Sociale et d'Entraide

LOLA ROUSSEL — Pour le Comité de Lutte des Syndicats Révolutionnaires

R. OLLIVIER — de la C.G.T.

LANGE — Du syndicat C.N.T. de l'A.O.I..P.

Porte ouverte au fascisme

LA réforme constitutionnelle votée le 1er décembre, par les députés, à la majorité de 412, voix contre 141, a été engloutie dans les faits divers et n'a nullement effacé « la passion » des lecteurs de la grande presse, pour l'affaire Dominici et l'agonie du pape.

Cela a été bâclé en 48 heures. Il s'agissait de faire vite et que le lecteur ne s'attarde par trop, car il est électeur en plus, et comme en démocratie il devait être un desplus intéressés à cette petite réforme, il fallait hâter et voilà ce qui s'est passé avec la complicité de tous les partis politiques, tous plus « démocrates » que jamais.

Le « grand » démocrate ∴ Mendès est hissé au pouvoir, par une Chambre de députés avachie, depuis bientôt six mois. Il a le goût du pouvoir, celui-ci lui est venu après quelques embûches. Six mois, c'est un bail, c'est une bonne moyenne.

Depuis la « libération » nous en sommes au 19e ministère. Cela ne fait pas sérieux... Alors, on prend des dispositions, on a du doigté, on n'est pas de la dernière couvée, on s'assure sur ses côtés, et comme par hasard, on sort un dossier poussièreux, à l'Assemblée nationale contenant cette petite réforme constitutionnelle, entassé depuis quelques années dans un coin avec quelques milliers de projets en attente d'une bonne aubaine pour un futur président du Conseil.

Et tout est prévu, c'est minuté à l'avance. Le mois de décembre était une mauvaise passe pour le Gouvernement : 3 *décembre*, l'Affaire des fuites ; 10 *décembre*, l'Afrique du Nord ; 20 *décembre*, Accords de Londres. Le 1er décembre, les élus votaient la petite réforme, à la majorité des 2/3 des suffrages exprimés, contenant, entre autres, cet article suivant : LA CONFIANCE AU GOUVERNEMENT NE PEUT ETRE REFUSEE QU'A LA MAJORITE ABSOLUE. Et voilà, passez muscades, Mendès s'est accroché et n'a pas été renversé. Le vote sur l'Affaire des fuites lui a donné 287 voix contre 240, celui sur l'Afrique du

Robert JOULIN.

(*Suite page 2, col. 5.*)

La réunion du Comité National contre la Répression Colonialiste

Le jeudi 9 décembre a eu lieu la réunion pour la constitution du Comité de lutte contre la Répression colonialiste.

Etaient présents :

— Fédération Communiste Libertaire.
— Parti Communiste Internationaliste.
— Comité de Défense sociale et d'entraide.
— Un jeune de l'U.J.R.F.
— Fédération Abondanciste Révolutionnaire.
— Un Comité d'adhérents à la C.N.T.
— Cahiers maghrebins.
— Un secrétaire de syndicat C.G.T.
— Un représentant du Comité d'Orly.
— Mouvement Libertaire Nord-Africain.
— Action Jeune Révolutionnaire.
— Internationale Communiste Libertaire.

(*Suite page 2, col. 4.*)

TRAVAILLEURS AU COMBAT

Aux camarades dockers de Rouen

Voici qu'approchent les fêtes de fin d'année et malheureusement beaucoup des nôtres ne travaillent pas vu le chômage et n'ont plus droit au salaire de garantie. Les mouvements que nous faisons ne font pas fléchir nos patrons car tous les ports ne marchent pas à 100 %. On ne peut rien arracher sur le plan national car les dirigeants de la Fédération des Ports et Docks se retranchent sur le rendez-vous d'Avril promis par Mendès-France. Mais sur le plan local, à Rouen, il nous est très facile d'arracher une PRIME DE FIN D'ANNEE DE 5.000 F *pour tous, sans distinction de vacation de travail.* Car nous sommes tous obligés tous les jours, par deux fois, à être présents à cette espèce de marché aux bestiaux que l'on appelle *la Porte* et si l'on n'a pas le bonheur d'être embauché, il faut attendre de 6 h. à 7 1/4 et de 12 h. à 13 1/4 pour pointer. Cette présence à l'embauche a lieu au froid et sous la pluie, car le B.C.M.O. est bien trop petit. Heureux celui qui a encore 20 F dans sa poche pour aller prendre un coup de jus au chaud, mais celui qui a épuisé ses 50 jours de salaire de garantie depuis un mois ou deux et qui habite loin, comment peut-il faire ? Il doit prendre le bus 4 fois, soit 208 F par jour, sans être remboursé pour venir se mettre à la disposition des patrons. Et tous les pauvres vieux et mutilés — ils sont nombreux dans notre corporation — ne peuvent plus faire tous les travaux à la cadence des nouveaux engins, est-ce qu'ils n'auraient pas droit à la prime de fin d'année ?

Nous devons obtenir aussi que nos heures supplémentaires soient comptées comme *vacations* et beaucoup de camarades auraient ainsi leurs 12 *jours de congés payés* et auraient droit à la journée d'ancienneté.

Au point de vue hygiène, l'on pourrait obliger les patrons à nous donner des *douches, lavabos, W.-C.* : pour le moment, il n'y en a que 3 ou 4 par rive et il faut faire parfois 1 km. pour pisser. Et ces W.-C. sont inutilisables tellement ils sont sales et en mauvais état. Il faut se rappeler pourtant que Rouen a été longtemps premier port et possédait le plus beau chais à vin d'Europe entouré d'arbustes et de beaux parterres pour le coup d'œil lorsque MM. les Ministres et Préfets étaient venus l'inaugurer. Aujourd'hui, pas une seule douche ni lavabo pour 2.000 ouvriers ! nous sommes obligés de casser la croûte les mains sales et parfois pleines de poisons et produits chimiques que nous manipulons. Et quand nous travaillons dans les « pondéreux » : pyrites, phâtres, phosphates, et principalement le charbon, nous sommes obligés de rentrer chez nous couverts de poussière et de mauvaises odeurs.

Les camarades qui sont obligés de prendre l'autobus n'osent pas y monter de peur de salir les autres voyageurs et de les incommoder par les odeurs de sueur et de produits. Ils font 4 à 5 km. à pied pour rentrer chez eux après leur dure journée et pour se laver dans une cuvette ; certains sont obligés de manger dans cet état car il faut attendre que les gosses soient couchés ou les obliger à sortir pour pouvoir se laver entièrement, et bien souvent nous ne sommes logés que dans une ou deux pièces.

Il faut demander aussi des *garages* pour les vélos et les motos qui restent toute la journée sous la pluie et risquent d'être écrasés par les engins, il faut demander également de l'éclairage car il y a des endroits où l'on ne voit rien.

Camarades Dockers de Rouen, il faut passer à l'action et pour cela appuyer vos meilleurs défenseurs que vous venez de choisir en les élisant au Conseil syndical. Car élire des responsables c'est bien, mais soutenir les plus énergiques d'entre eux et contraindre les autres à l'action c'est mieux. Tous unis, nous devons l'emporter et d'abord obtenir satisfaction pour les revendications minimum que nous venons d'indiquer.

BOUCHER.

N.D.L.R. — Nous publierons prochainement des renseignements sur ce qu'est le salaire de garantie, le mode d'embauche et les tarifs.

Grève chez Dubonnet

Les travailleurs de chez Dubonnet, à Charenton, sont en grève depuis le 30 novembre, dans l'unité la plus complète, pour obtenir :

1° Une augmentation de 20 fr. de l'heure;

2° Que la prime de sortie soit portée de 280 à 400 fr.; salaire de base pour les chauffeurs-livreurs, 16.000 fr.;

3° Une prime d'encaissement de 1 pour 1.000;

4° Une prime de fin d'année.

La Direction, jusqu'ici, a refusé de recevoir les délégués; le mouvement, de ce fait, n'a fait que s'amplifier.

Un Comité de grève a été élu.

Nous signalerons que, d'après les bénéfices avoués pour 1953, il ressort que, sur chaque salarié et par heure de travail fourni, a été prélevé un profit de 329 francs.

Les travailleurs de chez Dubonnet (vins et spiritueux) font un appel à la solidarité de la population charentonnaise et, dans l'unité toujours complète, ils lutteront jusqu'à complète satisfaction.

SANCHEZ, corresp.

A Lezoux, chez Fontvieille
Les travailleurs ont remporté la victoire

Les lecteurs du « Lib » se souviennent que les travailleurs de cette boîte surexploités par un patron de combat (salaires au-dessus de 20.000 fr.) avaient su se grouper en un puissant syndicat C.G.T. pour dire halte à l'exploitation de plus en plus féroce. Le cahier de revendications déposé dans le bureau de l'exploiteur Fontvieille était resté sans grande réponse si ce n'est... des promesses, après l'échec de toutes les tentatives d'intimidation et de division parmi les ouvriers. Force lui a été d'accorder à partir du 11 octobre l'augmentation de 6 fr. 50 correspondant à l'augmentation du S.M.I.G. Mais, ce n'était qu'une promesse, puisqu'à la fin du mois, il a « oublié » simplement de changer les salaires.

Aussi les travailleurs de l'usine, très mécontents, ont-ils décidé, à une écrasante majorité, la grève. Le 12 novembre, l'équipe du matin a débrayé dans l'unité totale. En vain, maître Fontvieille a-t-il tenté de fléchir les ouvriers qui stationnaient au portail de l'usine. Il a dû céder après 3 heures de grève totale et prendre l'engagement écrit d'accorder les 6 fr. 50 à partir du 11 octobre.

Bravo, camarades de chez Fontvieille pour votre unité et votre combativité ! Le patronat a dû reculer ! Mais c'est bien peu 6 fr. 50 et, comme le pensent bien des gars, si on avait demandé davantage on aurait obtenu davantage. C'est pourquoi, avec les Communistes libertaires, vous imposerez le véritable programme ouvrier, celui de la F.C.L.

1. 10.000 francs d'augmentation par mois pour tous.
2. Les 40 heures payés 48, en 5 jours.
3. La suppression des abattements de zone.

Vous forcerez les dirigeants de la C.G.T. à soutenir notre lutte commune plutôt que les mots d'ordre staliniens de négociation Est-Ouest qui n'intéressent pas la classe ouvrière.

LE SECTEUR
DU PUY-DE-DOME
DE LA F.C.L.

Victimes de l'exploitation

Aux Indes, près de Nagpur, 64 mineurs ont péri noyés, au fond de la mine; à la suite d'une « négligence », l'eau a brusquement envahi un puits. La rapacité et le mépris de la personne humaine du capitaliste trouveront leur châtiment. Nous n'oublierons pas.

Mouvement Libertaire Nord-Africain
ALERTE

LE Mouvement Libertaire Nord-Africain estime que le véritable responsable des événements actuels, en liaison avec ceux du Maroc et de Tunisie est le régime colonialiste, basé sur l'expropriation des terres, la surexploitation, le chômage, la répression et l'opposition au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ainsi qu'aux aspirations révolutionnaires des travailleurs.

Le M.L.N.A. signale que l'accusation contre la propagande étrangère n'est qu'une diversion, afin de détourner l'attention internationale des véritables responsabilités du régime colonialiste.

Il proteste violemment contre la dissolution arbitraire du M.T.L.D., la détention non moins arbitraire de ses militants et responsables envers qui il exprime sa solidarité, les procédés employés pour les faire « avouer » et réclame leur libération immédiate et le rapport du décret de dissolution, les atteintes à la liberté de la presse, en Algérie et en France, par la saisie illégale des journaux, y compris celle du *Libertaire*, organe de la Fédération Communiste Libertaire, 145, quai de Valmy, Paris (10e).

Et, à cette occasion, il manifeste sa solidarité envers cette dernière organisation, membre comme lui de l'Internationale Communiste Libertaire, qui, en liaison avec les peuples et les travailleurs coloniaux, mène la lutte anticolonialiste, et a lancé, en France, un appel solennel pour la constitution d'un « Comité de lutte contre la répression colonialiste ».

Le M.L.N.A. dénonce le caractère provocateur des mesures militaires et policières, et, en particulier, de celles qui risquent de s'abattre sur la malheureuse population de l'Aurès, et grâce auxquelles les éléments colonialistes les plus réactionnaires espèrent renouveler les massacres du Constantinois et raffermir leur surexploitation.

Il dénonce le caractère haineux, mensonger de la presse colonialiste aux ordres de la grosse colonisation et de la sauvegarde de ses privilèges.

La solution n'est pas dans le néo-colonialisme économique et social du gouvernement Mendès-France, au service de l'impérialisme français et de sa bourgeoisie.

Elle n'est pas dans le renforcement de « l'Ordre », préconisé et obtenu par la Fédération des maires, agents de la grosse colonisation, grâce à une campagne de panique savamment orchestrée parmi l'opinion publique et à des menaces à l'égard des « responsables » qui ne sauraient pas faire respecter « l'Ordre ».

Elle n'est pas, non plus, dans celle du parti prétendu communiste aux ordres de l'impérialisme soviétique, avec sa trahison, comme à Genève de la libération révolutionnaire des peuples et des travailleurs, par les marchandages entre gouvernements impérialistes.

Elle n'est pas, non plus, dans la collaboration, comme en Tunisie, entre une bourgeoisie autochtone, trahissant l'émancipation révolutionnaire des travailleurs et la bourgeoisie française.

La solution est, au delà de la simple libération politique nationale dans la lutte de tous les exploités, en union étroite avec les travailleurs révolutionnaires de France, l'ennemi étant le même, contre tous les exploiteurs, à quelque race qu'ils appartiennent, vers la société sans classe et sans Etat, la société Communiste Libertaire.

Et, dans l'ordre d'urgence, elle est dans les « Comités de lutte contre la répression », que le M.L.N.A. appelle solennellement tous les anticolonialistes, révolutionnaires, syndicalistes, hommes de conscience libre à constituer d'urgence, s'ils ne veulent pas que la répression s'abatte sur eux également, et sur l'idéal révolutionnaire qu'ils représentent.

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAIN.

(Tract distribué en Algérie par nos camarades du M.L.N.A.).

A la B.N.C.I. (Paris)

Je relève dans le Bulletin Syndical de la Banque où je travaille au *minimum vital* — et je ne suis pas seul — les échos suivants :

M. Durel (Chef de la Publicité) de la B.N.C.I. aime la « publicité » et il sait employer les grands moyens. Le 27 novembre dernier ce personnage investi de fonctions d'autorité par la D. G. s'est permis de gifler un garçon de Bureau, M. Levesque. Sous le coup, cet agent (mutilé de guerre) est tombé à terre et s'en est tiré avec huit jours d'incapacité de travail. Est-ce qu'après l'histoire de l'ascenseur de l'Agence centrale, de l'annexe Vendôme, les méthodes de la B.N.C.I. seraient révisées ?

Que fait-on du respect humain ?

Quelles sanctions ont été prises contre ce Cadre indigne ?

...OU SONT LES RESPONSABLES

Il y a deux mois environ, la Commission de Contrôle financier du Comité Central d'Entreprise, découvrait les détournements de fonds dont s'était rendu coupable le Secrétaire Adjoint dudit Comité, Rossier. Ces détournements portaient sur des sommes assez importantes et Rossier fut révoqué de la B.N.C.I. Le Personnel n'eut officiellement connaissance de cette affaire que par la circulaire laconique annulant la signature de Rossier.

Depuis, mise en éveil par cette première découverte, la Commission de Contrôle financier a siéger sans désemparer. D'autres malversations ont été mises à jour. Et il semble que la Direction Générale et certains membres de l'Organisation syndicale, se préparent une nouvelle fois à étouffer l'affaire.

Correspondant.

L'action paie en Alsace

Dans la bagarre depuis le lundi 29 novembre, les ouvriers du Livre du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont obtenu une revalorisation de 5 % sur leurs salaires après 15 jours de lutte cimentée par la solidarité effective des travailleurs allemands de l'imprimerie.

Levée du lock-out chez Dunlop

La solidarité de la population de la ville de Montluçon a joué en faveur des « lock-outés » : meeting, délégations, défilé dans les rues. Les 5.000 travailleurs sont rentrés ensemble.

Les dockers rentrent

Le travail reprend peu à peu dans les ports et docks. Une Commission paritaire nationale doit « discuter » avec le ministre des Travaux publics d'une éventuelle majoration de 21 fr. 50 de l'heure.

Les revendications ne peuvent être arrachées que dans la lutte; les dockers la reprendront et la mèneront, demain, vers la victoire.

Un pas vers la guerre

(Suite de la première page)

de Londres, il a dérangé la politique extérieure des diplomates de Moscou.

Mais cette opposition ne va pas loin : pour des faits moins graves que la signature des accords de Londres, les responsables du P. C. avaient appelé la classe ouvrière a manifester dans la rue, alors qu'aujourd'hui on massacre les résistants nord-africains et que nous sommes à la veille de la ratification des accords de Londres par les députés, le même P. C. se contente d'une agitation verbale. Demain ces accords de Londres vont être votés confortablement par le Parlement. Premier pas (consacré noir sur blanc sur le papier) vers la guerre préparée minutieusement. Premier pas vers l'union sacrée. La C.E.D. était trop grossière, elle gênait aux entournures certains de nos nationalistes. Le finaud de Mendès a bien compris cela. L'Agence des Armements est la grosse trouvaille qui rassure la clientèle. Nos marchands de canons vont se partager à l'amiable les commandes de matériel de guerre avec leurs collègues allemands.

Nos porteurs de galons, nos professionnels de la guerre vont avoir leur bonne place dans l'armée européenne. Et le général Billotte, professionnel autorisé, rallie les hésitants en déclarant :

« Aucun Français ne peut se réjouir du réarmement allemand, mais la ratification des accords est une nécessité. Elle ne provoque aucun enthousiasme, ni en France, ni en Allemagne, mais nous devons dominer notre résignation pour être à la mesure des événements. » Dans le même temps, nos bons bourgeois annoncent triomphalement que l'industrie aéronautique française va entreprendre la construction de chasseurs-bombardiers capables de porter la bombe atomique. Oui, comme en 1938 la bourgeoisie française cherche son salut dans le relancement de l'industrie de guerre. Oui, comme en 1938, c'est la seule voie qui s'offre au capitalisme pour écarter la crise économique qui menace de faire écrouler son système d'oppression et de misère.

Oui, demain les accords de Londres, seront ratifiés. Un pas de plus sera fait vers la guerre, mais pour les travailleurs de France comme d'Allemagne la lutte continue. Plus que jamais contre la guerre que préparent les impérialismes, la lutte unie des travailleurs de tous les pays, de France et d'Allemagne au premier rang, doit s'intensifier.

Seule cette lutte fera reculer la guerre !

LIB

Jeune Révolutionnaire

Abonnement : 6 mois, 100 fr. ; 1 an, 200 francs.

Abonnement de soutien : 6 mois, 250 fr. ; 1 an, 500 fr.

Le numéro : 20 francs.

C.C.P. Jeune Révolutionnaire, Paris 11772-56.

Réunion du Comité de Lutte

(Suite de la première page.)

— Daniel Guérin.

— Socialisme ou barbarie.

— J. Berthelet (représentant d'un groupe de jeunes).

— Le M.L.P. adresse une lettre d'adhésion, mais s'excuse de n'avoir pu envoyer de délégué.

Notre camarade J. Fontenis, présidait la réunion. Il exposa dès le début les raisons qui ont milité en faveur de ce comité, en particulier l'appel de nos camarades du Mouvement Libertaire Nord-Africain qui demandent de faire le maximum pour éviter un massacre semblable à celui de 1945, dans le Constantinois.

Après de nombreuses interventions, le Comité est constitué sur le programme minimum suivant :

— Indépendance et libération des peuples coloniaux.

— Mobilisation de la classe ouvrière française pour une solidarité active avec les peuples d'Afrique du Nord en lutte contre l'Impérialisme.

— Appel à la solidarité des travailleurs, des organisations syndicales et de leurs militants pour lutter directement et par tous les moyens contre la répression.

Et comme programme d'action immédiat :

— Multiplication des comités de lutte locaux avec affichage, réunions d'information, agitation, débrayages.

— Campagne d'affichage et de communiqués.

— Meeting dans une grande salle parisienne.

A l'issue de la réunion, une nouvelle réunion est décidée pour samedi soir afin de préparer le meeting.

*

Samedi soir, la Fédération Abondanciste Révolutionnaire déclara qu'elle ne pourra, en tant qu'organisation, participer au comité. Ses raisons sont qu'elle craint qu'en Algérie les résistants ne luttent pour des raisons trop nationalistes. Cependant, elle donne toute latitude à ses militants pour s'engager individuellement dans le Comité.

De même, Socialisme ou barbarie ne croit pas à l'efficacité d'une campagne de solidarité telle que nous l'envisageons.

Les autres organisations et individualités sont d'accord pour repousser cette attitude. Elles considèrent qu'alors que le ratissage, les rafles, les arrestations, les assassinats de résistants, les tortures se multiplient, il est impensable que les révolutionnaires restent inactifs.

Les petites organisations qui se refusent à se joindre à l'action du Comité rejoignent ainsi les partis traditionnels (S.F.I.O. et P.C.F.) qui ont naturellement oublié de répondre à notre appel.

Les révolutionnaires luttent pour les opprimés, contre les oppresseurs, donc pour les travailleurs nord-africains contre les forces répressives militaires et policières et ceci, par tous les moyens.

Aussi, sur proposition de la Fédération Communiste Libertaire, il est décidé qu'une première manifestation, le meeting, aura lieu le mardi 21 décembre, à Wagram.

*

Pour nous, communistes libertaires, la question est claire. Tout ce qui sera possible pour soutenir la lutte des peuples d'Afrique du Nord pour leur liberté et pour faire reculer l'assassinat et la destruction réclamés par les gros colons, chaque militant communiste libertaire le fera, quoi qu'il puisse arriver !

— En avant pour faire du meeting du 21 une grande démonstration ouvrière anticolonialiste !

— A la tâche pour la multiplication des Comités de lutte locaux.

— En avant pour le soutien des pays coloniaux en lutte pour leur liberté !

La délégation de la F.C.L. au Comité de Lutte contre la Répression Colonialiste.

Fascisme

(Suite de la première page.)

Nord ; 294 voix contre 265, et les accords de Londres, votés ou non, les 314 voix requises pour renverser le Gouvernement, ne seront pas là.

Il est plus que probable maintenant que Mendès passera le cap de décembre.

Cette petite réforme comporte aussi ceci de très particulier : L'INVESTITURE AURA LIEU A LA MAJORITE SIMPLE.

Il n'y a rien de contradictoire entre ces deux réformes. Elles aboutissent toutes deux au même désir. Cela peut facilement permettre au premier aventurier fasciste, choisi dans un moment de crise, par Coty, d'accéder au Gouvernement et de s'y maintenir en dépit de la volonté populaire. Entrée facile : *majorité simple*, sortie presque impossible : *majorité absolue*.

Et voilà comment six cents députés se fichent de leurs électeurs et sabotent la démocraie la plus élémentaire. Car, PAS UN, à la Chambre, PAS UN, dans leurs journaux respectifs, ni les POUR ni les CONTRE ne se sont élevé contre cette réforme fasciste. *Pas un* n'a demandé que l'on adresse la parole au peuple. La Constitution votée par le peuple, ne doit, en réelle démocratie, être revisée que PAR LE PEUPLE.

C'est à croire que tous les « représentants » du peuple ont PEUR DU PEUPLE et ne sont nullement enthousiastes de retourner à une consultation électorale.

Seule la F.C.L., organisation de travailleurs révolutionnaires, était en mesure de dénoncer ces méthodes fascistes. Nous ne voulons jamais jouer les prophètes, et cet article écrit, il y a quinze jours, avait été retardé par l'abondance des articles reçus à la rédaction. Ne conserve-t-il pas aujourd'hui toute sa valeur, toute son actualité ? Paru à date fixe, il aurait démontré aujourd'hui que notre F.C.L. a toujours raison, car notre organisation, dans ses vues claires des faits actuels, est seule en mesure d'éclairer et de guider les travailleurs vers des conceptions sociales et révolutionnaires de combattre les menées fascistes, de diriger les ouvriers vers les voies de la véritable Démocratie ouvrière, de la Révolution sociale, du Communisme Libertaire.

Présence de la F.C.L.

— Le secteur Paris-19e-20e organise le vendredi 17 décembre, à 21 heures, salle du Pavillon, 63, Bd de la Villette, la réunion constitutive du Comité local de lutte contre la répression colonialiste. Camarades, venez tous pour lutter contre le colonialisme.

— *Le Libertaire*-banlieue sud-est n° 3 est paru. Le journal est édité par les groupes du secteur banlieue sud-est qui le distribuent à des milliers d'exmplaires.

Bravo, camarades, c'est un exemple à suivre. Chaque groupe doit éditer un journal pour sa propagande locale. C'est ainsi que nous ferons progresser le communisme libertaire.

— *Le Libertaire* de Mâcon, n° 20, vient de paraître. Ce journal local, distribué gratuitement, a déjà permis à nos camarades de faire des progrès très positifs. Voici le sommaire de ce numéro :

— Solidarité aux travailleurs nord-africains.

— Nouvel accroissement du chômage à Mâcon.

• La situation chez Monet-Goyon.

• Chez les politiciens mâconnais.

• Dans les syndicats.

• Chez les fonctionnaires.

— A bas les heures supplémentaires.

— Les revendications des employées de la Maternité.

— Tribune libre (une tribune libre est réservée à toutes les opinions des travailleurs. Elle doit faciliter, en permettant une confrontation loyale, une plus grande prise de conscience).

Mac Carthy condamné

Le vote du Sénat condamnant Mc Carthy par 67 voix contre 22, amènera-t-il un changement dans la politique fasciste du gouvernement américain ? Certainement pas.

Mc Carthy, dont les activités et les propos à la tête de sa fameuse commission d'enquête, sont aussi ridicules qu'odieux, a été jugé trop tapageur, trop voyant par le Sénat yankee.

En attaquant Eisenhower, en lui reprochant de faire preuve de faiblesse envers le communisme international et les communistes américains, Mc Carthy a dépassé la mesure et le Sénat ne pouvait plus rester neutre.

Notons qu'Eisenhower s'est empressé, après les accusations de la Commission d'enquête, de dresser un bilan minutieux de l'épuration anticommuniste à laquelle avait procédé ses services en deux ans.

50 dirigeants du parti communiste ont été condamnés, 49 inculpés, 62 organisations subversives dissoutes, 129 étrangers suspects expulsés, etc... après cela dire qu'Eisenhower fait preuve de faiblesse, c'est beaucoup trop.

La vérité c'est que Mc Carthy caresse l'espoir de créer un nouveau parti groupant les ultra réactionnaires, partisans de la guerre préventive contre la Chine et la Russie et de la répression forcenée des communistes américains.

Mais les travailleurs américains ne se laisseront pas insulter, maltraiter, exploiter par les Mc Carthy, Eisenhower et consort. Ils continueront leur lutte implacable pour leurs libertés, en ayant la ferme conviction que les Mc Carthy, Eisenhower et compagnie auront un jour le sort qu'ils méritent : Pendus ou fusillés !

R. GARANO.

La lutte continue en Afrique du Nord

(Suite de la première page.)

et M. Emmaneul Temple, ministre de la Défense nationale.

M. Temple a apporté des renseignements sur l'organisation de l'armée stationnée en Afrique du Nord et sur les renforts qui ont été envoyés.

M. Mitterrand a affirmé : « *Il est anachronique de parler de question nationale en Algérie. L'ère des nations est dépassée.* » Le ministre a ajouté : « *Le gouvernement n'a pas et n'aura pas de scrupules qui l'empêcheraient d'utiliser les troupes du contingent pour rétablir l'ordre en Afrique du Nord.* »

Nous connaissons donc clairement l'avis de M. Mitterrand à ce sujet. Accentuons partout notre campagne contre l'envoi du contingent en Afrique du Nord.

MAROC : *Fascisme des colons*

AU procès d'Oudjda de nombreuses condamnations à mort furent prononcées, malgré la courageuse attitude de Me Legrand, défenseur des accusés, qui posa très nettement le problème comme il devait être posé et qui accusa justement la police pour ses méthodes dignes du fascisme le plus pur.

Des manifestations hostiles à Me Jean-Charles Legrand se sont déroulées à l'issue de l'audience.

A la suite d'un appel diffusé par voie de tracts une foule estimée à plus de 2.000 personnes, toutes européennes, se rassembla devant l'hôtel où réside actuellement Me Legrand.

Les manifestants tentèrent de forcer les portes et les fenêtres de l'établissement. Des pierres furent lancées. Les manifestants ont décidé d'empêcher le départ de Me J.-Ch. Legrand qui doit se rendre à Casablanca pour assurer la défense des Marocains impliqués dans l'attentat du marché central.

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2e.

Le LIBERTAIRE P.T.T.

Abonnements :

6 mois	100 fr.
1 an	200 fr.

Abonnement de soutien :

6 mois	250 fr.
1 an	500 fr.

C.C.P. : R. JOULIN, Paris 5561-76